CHAPITRE IV

Embarras financiers croissants. — M. de Maintenant succède à M. Langlais. — Le trésor français ne peut plus faire d'avances. — Le Maréchal prend en maintes circonstances sous sa responsabilité de donner des secours. — L'entourage de l'Empereur continue ses attaques contre le Maréchal. — Le Ministre de la Guerre en informe le commandant en chef (1er avril 1866). — Napoléon III autorise le maréchal Bazaine à rentrer en France. — Appréhensions du maréchal Randon (14 avril). — L'évacuation officiellement annoncée dans le *Moniteur universel* du 6 avril. — Effet produit par cette nouvelle à Mexico. — Maximilien espère que Napoléon III reviendra sur sa décision. — Inquiétudes des populations. — Nomination de M. Campbell comme ministre des Etats-Unis auprès de Juarez. — Santa-Anna se rend auprès de M. Seward. — Situation de plus en plus difficile du maréchal Bazaine. — Maximilien se rapproche du Maréchal. — Lettre du 28 mai. — Résistance du commandant en chef approuvée par Napoléon III et le maréchal Randon. — Les envois de volontaires autrichiens arrêtés par le cabinet de Washington. — Lettre de Napoléon III au Maréchal (15 mai). — Mort de M. Jesus Téran. — Inauguration du chemin de fer de Chaleo. — Désastres de la division du Nord. — Reddition de Matamoros (22 juin). — Cas de désertion dans l'armée française. — Répression énergique. — Projet d'une expédition dans le Nord. — Le Maréchal demande une entrevue à l'Empereur. — Refus de l'Empereur.

L'histoire de cette période deviendrait bien monotone s'il fallait relater tous les petits incidents dont les causes sont déjà trop connues. La lutte entre l'armée française et les bandes Juaristes se poursuit sur divers points; les États-Unis gardent la même attitude arrogante en paroles, soucieuse de la paix en réalité, et, cherchant à concilier leurs secrets désirs avec la prudence, continuent leurs secours détournés aux ennemis de l'Empire.

D'autre part le gouffre financier se creuse de plus en plus. M. Langlais a emporté dans la tombe les espérances de relèvement que ses capacités et ses travaux avaient fait concevoir. Maximilien, reconnaissant qu'il n'y a pas parmi les hommes d'État mexicains une personnalité capable de lui succéder, sollicite de Paris un nouvel envoyé. Ce poste difficile est offert à des conseillers d'État d'une haute valeur et d'un grand mérite, notamment à MM. Genteur et Chassaigne-Goyon, mais les événements pressent, et finalement c'est à M. de Maintenant, inspecteur des Finances, présent au Mexique, qu'est dévolue la succession de M. Langlais.

M. de Maintenant en cette qualité reçut les dernières dépêches adressées à son prédécesseur et il y trouva des instructions aussi formelles que les précédentes. Le ministre des Finances défendait rigoureusement toute nouvelle avance au Trésor mexicain; bien plus, la faculté laissée primitivement de payer certaines troupes mexicaines sur la caisse de l'armée était restreinte à la légion austro-belge et encore à la condition que cette troupe fût placée sous le commandement d'un officier français.

Il était facile aux ministres français d'édicter de tels ordres ; il était impossible au commandant en chef, responsable de la sécurité de ses troupes, de les exécuter à la lettre. Pouvait-il laisser passer à l'ennemi des corps entiers de soldats mexicains, et compromettre gravement ainsi nos bataillons isolés, disséminés sur cent points éloignés, faute de quelque argent nécessaire à la solde des troupes impériales? Évidemment non : c'eut été une économie dérisoire d'abord, et de plus, une mesure imprudente et criminelle. Les ministres ménageaient l'argent des contribuables, le Maréchal songeait à épargner le sang des soldats français. En plusieurs circonstances, il transgressa les ordres du ministre, vint en aide au Trésor mexicain, et il faut reconnaître qu'il fit bien.

Les ministres français qui se rendaient moins compte de la situation du Maréchal au Mexique, et qui s'effrayaient quelque peu de leur responsabilité devant les Chambres, témoignaient assez vivement de l'ennui que leur causaient ces avances au Trésor mexicain.

Le ministre des Finances, mon collègue, écrivait le 1er avril le maréchal Randon, a été très ému en apprenant par le dernier courrier que vous aviez déjà usé du droit de réquisition qui vous a été donné pour faire sortir de la caisse du payeur de l'armée la somme de 14 millions pour les besoins du gouvernement mexicain. Le payeur ajoutait que vous aviez annoncé devoir continuer ces réquisitions pendant les mois suivants, ce qui mettait le Trésor français en déficit pour des sommes importantes et non prévues au budget.

On voit par là que le commandant en chef aurait eu

les meilleures raisons du monde, s'il lui avait plu, d'aggraver les embarras du gouvernement de Maximilien en lui refusant tout subside. Mais cette attitude n'empêchait nullement les membres de ce gouvernement de faire montre d'une hostilité chaque jour plus vive contre lui : il semblait qu'il fût responsable de tous les périls de la situation et qu'on ne lui dût aucune reconnaissance pour les secours et l'appui qu'il donnait de sa propre autorité, contre la volonté de son gouvernement, à ceux-là mêmes qui le critiquaient en mainte occasion.

Cette tendance si fâcheuse se traduisait ouvertement par des propos, dont les échos étaient transmis au loin par les correspondances. Dans ce moment même, M. Eloin, qui se trouvait à Paris, recevait du Mexique des lettres où la conduite du Maréchal était violemment incriminée, et, étant donnés les sentiments connus de M. Eloin, on juge si de pareils commérages étaient répétés.

Notre ministre de la guerre ne les ignorait point, et, avec sa franchise habituelle, il en avertissait le maréchal Bazaine, dans cette même lettre du 1er avril :

Certain personnage attaché à l'Empereur Maximilien et qui se trouve dans ce moment à Paris répand le bruit que vous êtes au plus mal avec l'Empereur, que vous ne vous présentez presque plus au palais, etc., etc. Je réponds que, s'il en était ainsi, vous m'en auriez probablement écrit quelques mots; je dis que votre position était assurément très délicate, et que vous pouviez quelquefois être d'un avis différent de celui du souverain, mais c'est aussi que vous aviez

de doubles devoirs à remplir. Qu'est-ce donc qu'il y a de vrai dans tout cela ?

Soit qu'il prêtât plus volontiers l'oreille aux bruits hostiles contre le Maréchal, soit que l'impatience le gagnât d'en finir au plus vite avec l'aventure mexicaine, Napoléon III, quelques jours après la lettre du ministre, mais avant qu'elle fût parvenue à destination, transmit au commandant en chef de nouvelles instructions :

Paris, le 12 avril 1866.

Mon cher Maréchal,

J'ai décidé d'après vos propres avis que la rentrée des troupes en France s'exécuterait de la manière suivante :

A la fin d'octobre 1866, environ. .	9 000	hommes
Au printemps de 1867	9 000	—
Et au mois d'octobre 1867	11 300	—
TOTAL DE L'EFFECTIF AU 1er MARS 1866.	29 300	—

Dans cette prévision, je crois que votre présence au Mexique n'est plus indispensable, et j'ai dit au Ministre de la Guerre de vous autoriser à rentrer en France, quand vous le jugerez convenable.

En partant vous remettrez le commandement au général Douay, en lui communiquant toutes les dernières instructions que je vous avais transmises. Vous lui direz d'employer les dix-huit mois qui nous restent encore, à organiser de la meilleure manière possible les contingents étrangers et l'armée mexicaine. Il faudrait, pour les contingents étrangers, les mettre, ainsi que notre Légion, sous un même commandement, et choisir un général que l'Empereur Maximilien agréerait, tel par exemple que Brincourt, qui pourrait être général de division au titre mexicain.

Je vous le répète avec instance : pour votre propre gloire, comme pour la mienne, il faut faire en sorte qu'après le

départ de nos troupes, le Gouvernement de l'Empereur puisse se maintenir et vivre de ses propres forces.

Je n'ai pas besoin de vous dire combien je serai heureux de vous revoir et de vous témoigner de vive voix toute ma reconnaissance pour votre conduite au Mexique.

Croyez, mon cher Maréchal, à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

P.-S. — Je vous recommande de faire tous vos efforts afin d'attirer dans notre légion étrangère des soldats français, en leur offrant quelques avantages.

Et notre ministre de la Guerre, subissant l'influence de son souverain, ou se laissant impressionner à son tour par les récits dont il était assailli, revenait, deux jours après, sur les instructions données par Napoléon III et les confirmait dans une longue lettre. Un passage en est particulièrement significatif, c'est celui où le ministre invite le Maréchal à user de moins de rigueur envers Maximilien. On sent que, malgré lui, le ministre a subi l'influence des propos contre lesquels il a d'abord protesté :

... Ces considérations nous imposent le devoir de nous montrer empressés à satisfaire, dans la limite du possible, aux demandes du Gouvernement mexicain et je ne saurais trop vous prier de donner votre concours à toutes les mesures qui seraient de nature à favoriser l'accomplissement des vues de l'Empereur.

L'embarquement de nos troupes commencera à la fin de septembre ou dans les premiers jours d'octobre et devra se continuer pendant les premiers mois de l'année 1867 de façon à ce que les deux tiers environ de l'armée quittent le Mexique d'octobre 1866 au mois d'avril 1867.

Le commandement du corps expéditionnaire, après ces réductions, ne cessera pas assurément d'avoir une grande importance; néanmoins il faut reconnaître qu'il ne comportera pas la même autorité de grade qu'aujourd'hui. L'Empereur me donne l'ordre de vous faire savoir *qu'il vous autorise à rentrer en France avec la division qui doit commencer le mouvement.*

Vous pouvez même, si vous le croyez opportun et suivant les circonstances, hâter votre départ, et afin de vous donner toute liberté d'action à cet égard, je vous envoie une lettre de service qui investit le général Douay, en raison de son ancienneté, du commandement des troupes. Cette lettre n'est pas datée, vous indiquerez vous-même la date quand vous vous déciderez à quitter le Mexique...

... Je n'ai pas besoin d'ajouter, mon cher Maréchal, que l'Empereur, toujours satisfait de vos services, vous réserve en France une position en rapport avec le rang que vous occupez dans l'armée et qui sera la digne récompense de ce que vous avez fait au Mexique.

Le retour du Maréchal en France eût eu, aux yeux du Cabinet français, ce précieux avantage d'être pour le pays le présage assuré de la rentrée des troupes, et conséquemment il eût mis fin aux oppositions de tous genres que rencontrait à cette occasion le gouvernement. C'est à une préoccupation de même nature qu'est due la note publiée quelques jours auparavant dans le *Moniteur universel*, alors journal officiel de l'Empire français, et qui portait à la connaissance du public les décisions prises par Napoléon III, à savoir le rappel du corps expéditionnaire dans les délais fixés au maréchal Bazaine.

Cette note évidemment n'avait d'autre but que de

donner satisfaction à l'opinion publique en France, car, en dehors de ce très mince avantage, elle offrait de très graves inconvénients. Elle rassurait complètement Juarez et les dissidents sur l'avenir de la lutte qu'ils poursuivaient sans trêve, elle décourageait Maximilien, paralysait les efforts que pouvait encore tenter le commandant en chef dans le sens d'une consolidation du gouvernement mexicain, et jetait la terreur dans l'âme de tous ceux, résidants ou indigènes, qui avaient plus ou moins adhéré au régime impérial.

Si, en France, elle jeta l'alarme dans l'esprit des nombreux porteurs de rente mexicaine, elle provoqua, au Mexique, une crise commerciale intense. Les transactions furent aussitôt arrêtées, chacun redoutant les incertitudes du lendemain. En vain le Maréchal essaya-t-il d'enrayer les effets de cette panique en rappelant que le départ de l'armée française ne laisserait pas l'empire sans défenseurs, puisque des troupes européennes, à commencer par la légion étrangère, resteraient pour soutenir les institutions impériales ; mais que pourraient ces dix ou quinze mille hommes français, belges ou autrichiens? On prévoyait trop qu'ils seraient insuffisants pour une pareille besogne.

Maximilien, qui s'était remis de la première alarme, et qui, confiant dans l'habileté de son nouvel ambassadeur à Paris, le général Almonte, comptait toujours sur une prolongation de l'appui de la France, Maximilien retrouva toutes ses craintes, et, naturellement, se rapprocha du commandant en chef.

Dès le lendemain de l'arrivée du courrier porteur

des mauvaises nouvelles, il eut une conversation avec le Maréchal, dans laquelle il lui répéta le propos qu'il lui avait déjà tenu quelques mois auparavant, et il s'efforçait de lui persuader, comme de se persuader à lui-même, que ces décisions de Napoléon III, bien que réitérées, n'avaient cependant rien d'irrévocable.

— « Votre Empereur, disait-il, en me tendant la main comme témoignage de sa parole, m'a promis de me soutenir pendant cinq ans. Je ne peux croire qu'il l'ait oublié. Les décisions qu'il prend et publie aujourd'hui ne sont qu'une satisfaction donnée aux États-Unis : *le temps les modifiera*. Napoléon III ne peut pas ne pas comprendre que la grandeur et la prospérité du Mexique, c'est la grandeur et la prospérité de la France. »

Le Cabinet de Washington triomphait. En mars, M. Seward écrivait à M. Bigelow :

> Vous informerez M. Drouyn de Lhuys en toute franchise que les sympathies du peuple américain se manifestent tous les jours avec plus d'ardeur en faveur de la République du Mexique, et qu'il est disposé à regarder avec impatience l'intervention prolongée de la France dans ce pays.

Et pour corroborer cette attitude, on annonçait officiellement la nomination définitive de M. Campbell comme ministre de l'Union près la République mexicaine. Les États-Unis n'avaient d'ailleurs que l'embarras du choix parmi les alliés qui s'offraient à eux pour renverser le trône de Maximilien : à cette époque, Santa-Anna jugeait le moment plus propice que jamais pour tenter la réalisation de ses espérances, et se rendait près de M. Seward pour s'entendre avec lui sur l'opportunité du soulèvement de ses partisans.

Pendant ce temps, le général Ortega, l'ancien défenseur de Puebla, qui considérait la mission de Juarès comme venue à son terme, réunissait 10 000 flibustiers, 40 pièces de canon, et se préparait à rentrer au Mexique par Piedras Negras, comptant de là se diriger sur Zacatecas.

Avec Cortina et Barrios du côté de Monterey, Negrete dans le Tamaulipas, le cercle se resserrait autour des impériaux, et de jour en jour la situation devenait plus critique.

Contre tant d'ennemis, il eût été à souhaiter que l'union la plus complète existât entre l'Empereur et ses soutiens naturels. Maximilien, poussé par la nécessité, fit de nouveau des avances au Maréchal, et dans le même moment où il sollicitait son rappel à Paris, il lui écrivait des lettres dans lesquelles il l'assurait chaque fois de « sa sincère amitié ». De plus, informé que la maréchale était sur le point d'accoucher, il déclarait vouloir être le parrain de l'enfant, et l'Impératrice la marraine.

Il avait momentanément secoué son apathique insouciance. Malgré les résolutions connues relatives à l'évacuation, il se flattait encore d'obtenir un retour offensif des troupes françaises vers le nord. Il le demandait nettement, en tout cas.

Chapultepec, le 28 mai 1866.

Mon cher Maréchal,

Les nouvelles que je reçois de l'extérieur et de l'intérieur

me démontrent l'impérieuse nécessité de renvoyer Juarez de Chihuahua et d'occuper cette ville définitivement pour ôter aux États-Unis le seul prétexte plausible d'accréditer près de lui un ambassadeur, et l'occasion de présenter chaque jour de nouvelles exigences.

Il est évident qu'il entre autant dans les intérêts de votre glorieux souverain et de mon auguste allié l'Empereur Napoléon que dans les miens de mettre un terme aux prétentions du Cabinet de Washington en renvoyant Juarez de sa dernière capitale : il y va même de notre honneur.

Je le répète, les nouvelles extérieures que je viens de recevoir font ressortir l'urgence de cette mesure, et, *comme chef de mon armée, vous aurez la bonté d'aviser immédiatement à son exécution.*

J'insiste de nouveau sur la prompte formation des bataillons mexicains et la nécessité de constituer sur-le-champ leurs cadres français, car le temps presse. J'écris sur tous ces points à l'Empereur Napoléon, auquel je fais part de mes résolutions.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié avec lesquels je suis,

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

La forme aussi bien que le ton de cette lettre étaient de nature à causer au Maréchal une surprise profonde. Comment Maximilien l'appelait-il « chef de son armée » ? Comment osait-il donner des ordres aussi nets, aussi formels à un maréchal de France? Comment enfin s'imaginait-il qu'il était possible à l'armée française de retourner tenter une expédition dans l'extrême-nord, alors qu'elle était sur le point de se replier vers le sud, pour se rembarquer?

Une semblable tentative avait-elle chance de réussir

quand, en 1864, la marche foudroyante du général Bazaine n'avait pas abouti, et quand enfin l'occupation de Chihuahua par le général Brincourt en 1865 n'avait pu durer[1] ?

Ému de cette lettre, le commandant en chef profita des quelques heures qui lui restaient avant le départ du courrier d'Europe pour la copier et la transmettre à son ministre. Puis il s'efforça de convaincre Maximilien de l'impossibilité où il se trouvait de recommencer une pareille expédition; l'essayât-on, quel résultat pouvait-on s'en promettre? En admettant que la colonne, munie d'un matériel suffisant, franchît heureusement les énormes distances qui séparaient Chihuahua des points extrêmes occupés par nos troupes, soit Durango et Saltillo, avait-on l'espoir de capturer Juarez? Évidemment non; le Président ferait ce qu'il avait déjà fait, il s'enfoncerait dans les solitudes du nord, et en serait quitte pour un nouveau séjour à Paso-del-Norte. Était-il bien utile de risquer la vie de tant d'hommes et de se livrer à de fortes dépenses pour aboutir à un si mince résultat?

Disons tout de suite que l'approbation de Napoléon III et de son ministre de la Guerre ne se fit point attendre, et par le retour du courrier le commandant en chef en recevait l'assurance du maréchal Randon :

... L'empereur, auquel j'ai donné connaissance de votre lettre du 28 mai, vous approuve de ne pas songer à occuper avec vos troupes la ville de Chihuahua. Les raisons que vous mettez en avant, en opposition aux considérations

1. Voir *l'Empire de Maximilien*, p. 263.

développées par l'Empereur Maximilien, lui ont paru parfaitement logiques. Ce n'est pas la personne de Juarez qui peut servir de prétexte aux aspirations des États-Unis, mais bien la constitution même de l'Empire qui a été intronisée au Mexique.

Maximilien, de son côté, parut se rendre aux raisons invoquées par le maréchal Bazaine; mais, comme s'il eût voulu donner une leçon à l'armée française, il annonça le projet de tenter lui-même l'aventure avec des troupes indigènes. Ceci le ramena vers les projets d'organisation de son armée, et il écrivit au Maréchal une lettre dans laquelle, pour la première fois, il exprimait son désir de donner à des officiers français une action prépondérante.

Quelle était la pensée de l'Empereur en manifestant ces résolutions contraires à ses intentions précédentes? Pour arriver à la saisir, il est bon de connaître une lettre intime adressée par lui à un Européen venu pour prendre du service au Mexique. Elle est datée du 23 juillet 1865 :

... Les hauts fonctionnaires sont paresseux, je dirai plus, incapables. Ces braves gens n'ont rien appris, n'ont rien vu et veulent tout savoir mieux que nous autres qui avons vu et parcouru une bonne partie de notre globe; et cependant que faire? Voilà la grosse question. Il n'y a que deux chemins à suivre et je me trouve dans la position gênante d'Hercule : ou il faut gouverner le Mexique avec des Mexicains à la hauteur de leurs compatriotes, en s'exerçant à la patience et au calme imperturbable, en choisissant toujours le mieux qu'on puisse trouver; ou il faut gouverner ce pays avec des instruments étrangers.

Mais ce dernier cas nous met dans un grand danger. La susceptibilité nationale ne se plie que devant de grandes supériorités qui opèrent avec tact et persuasion : les supériorités passent rarement l'Océan; je n'en ai vu en quatorze mois qu'une seule : c'était M. Corta[1]. C'est l'homme qui avait compris la situation de ce pauvre pays. Dans l'armée, il y en a plusieurs, mais leur position militaire ne leur donne pas la possibilité d'agir. D'autre part, je vois pulluler au Mexique une effrayante quantité de médiocrités étrangères qui ne connaissent et ne proposent qu'un seul principe gouvernemental, celui de copier religieusement les règlements imprimés qu'ils apportent de leur pays natal. Or, comment peut-on gouverner le Mexique avec des règlements et des lois qui sont le fruit d'une civilisation de plusieurs siècles? *Les preuves de ce que je dis, nous les voyons tous les jours chez les Eloin, les Scherzenlechner, etc.* Tout ce monde me fait, avec la meilleure volonté, un tas de propositions et de projets que les pauvres Mexicains ne peuvent digérer et qui les tueraient à force de matières succulentes et fines.

Il faut donc malheureusement revenir au premier chemin; il ne sera pas prompt et glorieux, mais durable. Si on suit le premier chemin, quelles sont les nécessités? C'est de chercher et de trouver le mieux qu'offre ma nouvelle patrie, Il s'agirait donc de trouver des hommes actifs et de bonne volonté qui aident les efforts de leur souverain et qui, en gouvernant, n'oublient pas d'apprendre. Il faut des jeunes gens qui aient le feu sacré de leur devoir et le véritable amour de la Patrie. Voilà ce qui me paraît le secret de la situation; ne perdons pas courage; cherchons les hommes, comme Diogène, avec la lanterne, et formons une liste de jeunes gens, toujours prêts à servir leur souverain dans la

1. Rappelons que la lettre est antérieure à l'arrivée de M. Langlais, lequel nous paraîtrait mériter beaucoup plus que M. Corta l'appréciation élogieuse de Maximilien.